

Cette fusion qui inquiète les élus



Avant les orientations budgétaires, les élus ont rendu hommage aux soldats de 14-18 en présence notamment de la petite-fille de Lazare Ponticelli, dernier Poilu décédé en 2008. / PHOTO VALÉRIE VREL

Il ne se passe plus une seule séance plénière sans que le sujet ne revienne inlassablement sur le tapis: la fusion annoncée entre le Conseil départemental et la Métropole agite le Landerneau politique et les questions sont nombreuses: est-ce réalisable avant 2020? Quid des élus, des fonctionnaires des deux institutions? Comment seront réparties les compétences? Autant d'interrogations qui restent pour le moment désespérément sans réponse. Le mois dernier, le préfet de région Pierre Dartout a été missionné pour mener une concertation très large avec l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux. Il devra rendre ses conclusions d'ici à quelques semaines.

En attendant, le flou persiste et semble inquiéter l'ensemble des élus qui ne savent pas vraiment "à quelle sauce ils vont être mangés", pour reprendre les propos de Martine Vassal. La présidente LR du Conseil départemental et de la Métropole admet que "la Métropole, telle qu'elle est actuellement, ne répond pas aux objectifs et à notre volonté pour développer le territoire. Cependant, il faut appliquer la loi et essayer de construire le territoire, mais nous ne ferons pas n'importe quoi car nous avons besoin de ce service public." Un message adressé aux quelque 14000 agents répartis entre les deux institutions mais aussi aux élus, soucieux, à l'heure d'aborder les Débats d'orientations budgétaires (Dob) 2019. "Cette fusion, si elle voit le jour, permettra de réduire le mille-feuille administratif. Mais ces deux institutions cumulent un budget de plus de 6,5 milliards d'euros et seront, dans les années qui viennent, les piliers du développement de notre territoire. Vous avez tous les leviers entre vos mains mais les enjeux sont immenses et nécessitent un engagement sans faille", a ainsi insisté Josette Sportiello, présidente du groupe socialiste et écologiste. "Si une fusion forcée avait lieu, avec les retards et les

immenses besoins de la Métropole sans capacité d'autofinancement, que deviendraient les engagements sur les constructions de collèges, de casernes de pompiers, l'aide aux communes, aux associations, aux clubs sportifs...", se demandait Gérard Frau (groupe communistes et partenaires), s'adressant à "une présidente bicéphale".

Malgré ces incertitudes, les deux institutions continuent d'exister avec des prérogatives bien distinctes, même si la double casquette de Martine Vassal peut semer le doute chez certains élus parfois déboussolés. Les budgets sont ainsi bien distincts et celui du Conseil départemental devrait avoisiner les 2,8 milliards d'euros en 2019, dont 2,320 milliards d'euros de fonctionnement, soit une hausse de 2% notamment liée à l'augmentation des dépenses sociales (RSA, RMI, aide aux mineurs isolés...). L'investissement devrait quant à lui dépasser les 550 millions d'euros. "La santé financière du Département reste solide et ce malgré une équation à plusieurs inconnues et le fait que l'État se désengage de plus en plus, venant même chercher de l'argent dans les poches des collectivités", a expliqué Didier Réault, vice-président délégué aux finances. L'opposition n'est guère montée au créneau, en gardant peut-être quelques éléments pour le vote du budget prévu le 14 décembre prochain.

D'ici là, le préfet aura rendu ses premières conclusions et les contours de la fusion seront peut-être un peu plus clairs... Cela n'empêchera pas Jean-Marie Verani (Les Patriotes) de proposer un "référendum", comme il l'a demandé hier. "Je ne suis pas convaincue que la population soit très au fait de qui fait quoi exactement entre le conseiller départemental et le conseiller métropolitain. Le repère, c'est le maire", a rétorqué Martine Vassal. Un signe pour les municipales de 2020?

Michaël LÉVY

mlevy@laprovence-presse.fr